

KEVIN PARTHENAY

CRISES EN AMÉRIQUE LATINE

**LES DÉMOCRATIES DÉRACINÉES
(2009-2019)**

ARMAND COLIN

Illustration de couverture: Adrià Fruitós
Conseiller éditorial: Jean-Vincent Holeindre
Mise en pages: PCA

© Armand Colin, 2020
Armand Colin est une marque de
Dunod Éditeur, 11 rue Paul Bert, 92240 Malakoff

ISBN: 978-2-200-62942-7

Remerciements

Parler des crises et en vivre une. Une large partie de l'écriture de cet ouvrage s'est faite dans un contexte de confinement exceptionnel à de nombreux égards. Ce ne fut pas une tâche aisée. Plus que jamais, et en tout premier lieu, je tiens à remercier ma femme, Éliisa, et mes deux enfants, Rose et Ulysse, pour leur patience, leur tolérance et leur soutien inestimable. Pour toutes ces heures volées, ce livre leur est totalement dédié.

Cet ouvrage est l'aboutissement d'un long cheminement. S'il se concentre sur un cycle d'une décennie, il en referme une autre; une décennie de recherches menées entre la France et l'Amérique latine. Il est ainsi le produit d'une infinité de rencontres, d'échanges et d'expériences dont il est proprement impossible de rendre compte mais qui ont pleinement nourri tous les recoins des réflexions proposées ici. Si beaucoup resteront malheureusement dans l'ombre, je tiens en revanche à remercier tout particulièrement Olivier Dabène pour son soutien depuis le premier jour, pour ses conseils et sa bienveillance. En espérant que ce livre soit à la hauteur de ses enseignements si décisifs ces dernières années. À travers lui, je souhaite souligner le rôle central qu'a joué l'équipe de l'Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes (OPALC) de Sciences Po tout au long de ces années et certains de ses membres par leurs conseils et relectures attentives dans le cadre de ce projet, tout particulièrement Élodie Brun, Frédéric Louault, Damien Larrouqué, Gustavo Pastor, Ana Sofia Rivera, Luis Rivera Velez et Sebastián Urioste. Au-delà de l'OPALC, Sciences Po – et en particulier son Campus de Poitiers – ainsi que le Centre d'études et de recherches internationales (CERI) ont été pendant près de dix ans un cadre d'épanouissement intellectuel incomparable.

Je tiens également à remercier les collègues qui, à l'occasion de visites, séminaires ou colloques, ont permis d'alimenter de nombreuses réflexions présentes dans cet ouvrage: Alain Rouquié (dont la présence et l'amitié me sont chères), Manuel Alcántara, Detlef Nolte, Philippe De Lombaerde, Michel Levi, José Briceño-Ruiz, Isidro Morales, Alberto Vergara, Juan Pablo Luna, Sophie Wintgens, Thomas Legler, Franck Mattheis, José Antonio Sanahuja.

Enfin, ces remerciements ne peuvent s'achever sans s'adresser à tous mes étudiants de Sciences Po et de l'université de Tours.

INTRODUCTION

Le dimanche 28 juin 2009, 6 heures du matin, dans le quartier de « Colonia Tres Caminos », les forces militaires honduriennes font intrusion, cagoulées, au domicile du président en exercice du Honduras, Manuel Zelaya. Celui-ci est aussitôt emmené, menottes aux poignets et en pyjama, à l'aéroport du Toncontin (l'aéroport de la capitale, Tegucigalpa). Un coup d'État est en marche. En milieu de matinée, Zelaya atterrit à San José au Costa Rica, et est accueilli par le président Oscar Arias. Dans le même temps, à Tegucigalpa, une fausse lettre de démission du président prétextant de supposés problèmes incurables de santé est lue devant le Congrès; Zelaya est démis de ses fonctions et le Congrès nomme, comme le veut la Constitution (art. 252), son président Roberto Micheletti président par intérim. Manuel Zelaya se voyait reproché de ne pas avoir respecté la Constitution en souhaitant organiser une consultation populaire (*cuarta urna*) destinée à convoquer une Assemblée nationale constituante. Au-delà de cette seule question constitutionnelle, le coup d'État s'était largement nourri de certaines décisions prises par le président et que l'opposition et certains partisans de son propre camp avaient considérées comme « transgressives ». Le rapprochement de Zelaya avec l'Alliance bolivarienne pour les Amériques (ALBA) du président vénézuélien Hugo Chávez – qui mit d'ailleurs l'armée vénézuélienne en alerte maximale et prête à intervenir à la suite du coup d'État – ou avec certains syndicats, notamment des enseignants, avaient effrayé l'élite hondurienne. Le coup d'État fut immédiatement condamné sur le plan international par l'Organisation des États américains (OEA) et l'Union européenne (UE) qui demandèrent le rétablissement de l'ordre constitutionnel, en vain. L'Assemblée générale des Nations unies vota même le 1^{er} juillet 2009 une résolution condamnant l'interruption de l'ordre démocratique et constitutionnel (n° 63/301). Des élections furent organisées le 29 novembre 2009 et remportées par Porfirio Lobo du Parti national du Honduras, le parti d'opposition, avec 56 % des voix. Le coup d'État était consommé et la page Zelaya tournée.

Dix ans plus tard, le dimanche 10 novembre 2019, le chef des forces armées boliviennes, Williams Kaliman, fait un communiqué dans lequel il suggère au président Evo Morales, comme le préconise l'article 20b de la Loi des Forces armées, de renoncer à la présidence de la République :

« Nous suggérons au président de l'État qu'il renonce à son mandat présidentiel, pour permettre la pacification et le maintien de la stabilité pour le bien de notre Bolivie. »

Ce communiqué est la conséquence d'une crise politique latente depuis 2016. Trois ans plus tôt en effet, un référendum avait interdit à Morales de se représenter. Or, non seulement le président sortant s'était porté candidat aux élections présidentielles du 20 octobre 2019, mais des irrégularités lors du dépouillement et de la transmission des résultats avaient entraîné 19 jours de fortes contestations et de troubles à l'ordre public. À la suite de la lecture de la déclaration de Kaliman, la tension ne cessa d'augmenter, poussant finalement le président Morales à démissionner le 10 novembre à 16 h 45. Il déclara alors :

« Je démissionne, précisément pour que mes sœurs et frères, dirigeants, autorités du Mouvement pour le socialisme [sa force politique] ne soient pas harcelés, persécutés et menacés¹. »

Compte tenu de l'exacerbation des tensions, Morales dut s'enfuir dans la Province du Chaparé pour organiser son exil vers le Mexique, après l'invitation faite par le président mexicain Andrés Manuel López Obrador (AMLO). Deux jours de vide de pouvoir s'ensuivirent. Le 12 novembre, Morales fut accueilli à sa descente de l'avion par le ministre mexicain des Relations extérieures, Marcelo Ebrard, et en fin de journée Jeanine Añez s'autoproclama présidente de la Bolivie par intérim, laissant grandes ouvertes les portes d'un débat international sur la qualification de ce qui venait de se dérouler : « coup *or not* coup² ? »

2009-2019 : dix ans séparent l'exil forcé de ces deux présidents latino-américains en exercice. Pendant cette décennie, la fin de l'ère progressiste en Amérique latine n'aura pas été qu'un long fleuve tranquille ni produit que du réformisme apaisé. Avant de pouvoir qualifier plus précisément cette période, on peut déjà affirmer qu'elle a indéniablement été celle de la mise à l'épreuve et du questionnement des régimes politiques en place comme de la démocratie. Les deux

épisodes qui bornent cet ouvrage présentent une vision dégradée de la démocratie latino-américaine qui renouvelle la nécessité d'une réflexion sur son état dans le continent.

Depuis le début du millénaire, les alternances – parfois historiques – qui ont donné chair à ce qui a été qualifié de « virage à gauche³ » ont néanmoins mis à l'épreuve les systèmes politiques de la région. Pour autant, au-delà de ces expériences d'alternance électorale, souvent perçues comme autant de manifestations de la bonne santé des démocraties latino-américaines, d'autres réalités sous-jacentes sont restées en dehors du radar et ont nourri des processus graduels qui ont fini par précipiter des épisodes de crise. Devant la multiplication des examens classiques de la santé ou de la qualité des démocraties latino-américaines, il semble plus que jamais nécessaire de décentrer le regard pour mieux comprendre les logiques politiques à l'œuvre dans le continent. Ces explorations passent par la découverte d'autres objets ou pratiques, comme l'a récemment mis en avant Olivier Dabène en analysant la manière dont l'art de rue a permis dans de nombreuses villes et pays d'Amérique latine une réappropriation de l'espace public par la citoyenneté⁴. Il est également nécessaire de remettre sur le métier certains objets de recherche ou concepts afin de les éclairer sous une nouvelle lumière contemporaine ; c'est ce que nous proposons de faire autour du concept de « crise » et plus spécifiquement de « crise politique ».

Les récentes études sur les démocraties latino-américaines ne sont bien souvent parvenues à saisir qu'une image furtive, imparfaite car figée, d'entités en reconfiguration constante. Il est pourtant nécessaire d'appréhender l'Amérique latine comme une entité politique, un corps, en profonde transformation et de la penser au pluriel, étant donné son hétérogénéité. Se pencher sur les crises traversées revient à examiner ce corps en mouvement pour ainsi mieux appréhender la politique latino-américaine contemporaine et les changements à l'œuvre.

Comment comprendre, après un cycle historique d'alternances au pouvoir ayant laissé entrevoir une consolidation démocratique de l'Amérique latine, autant de basculements ou de bifurcations simultanées dans le continent ? Comment expliquer qu'après près de dix années de réformisme (plus ou moins radical) ayant permis de réduire les inégalités et de sortir des millions d'individus de la pauvreté, des options politiques rouvrant la porte au projet néolibéral sont victorieuses ? Comment comprendre encore qu'après plus de trente ans de transition à la démocratie, les fantômes des dictatures militaires passées refont petit à petit surface à l'instar d'un Jair Bolsonaro,

nostalgique de la dictature, ou d'un Jimmy Morales qui ouvrit les portes du pouvoir aux généraux et anciens criminels de guerres. Comment saisir enfin le retour de la violence politique, la recrudescence des violations des droits humains dans ces démocraties qui semblaient apaisées, qui plus est dans des pays dont la réputation internationale était celle d'une stabilité à toute épreuve et même d'une performance économique avancée, comme le Chili, membre de l'Organisation de la coopération et du développement économiques (OCDE), longtemps considéré comme un « îlot de stabilité régionale », voire même un « Nord » au cœur du « Sud » ?

Le mois d'octobre 2019 se présentait déjà comme chargé de symboles dans la mesure où il allait commémorer le 30^e anniversaire de l'« automne des peuples » d'octobre 1989. Comme nous le savons, cet épisode a donné lieu à de profonds bouleversements sur la scène internationale, initiant une dynamique qui mettra fin à la période de guerre froide. Cette commémoration a néanmoins rencontré un étrange écho face à l'explosion synchronisée de crises politiques en Amérique latine. Les mois d'octobre et novembre 2019 ont ainsi constitué une période particulièrement troublée, donnant l'image d'un continent en proie à des mutations autant internes qu'externes. Cet « automne des peuples latino-américains » invite cependant à des questionnements plus profonds.

Comment rendre compte de ces épisodes de « crises politiques » qui ont donné lieu dans certains cas à des changements politiques, selon des intensités variables⁵ ? Bien que quasi simultanées, les crises politiques chilienne et bolivienne ont produit des effets diamétralement opposés : d'un côté, les manifestations massives au Chili ont amorcé un processus constituant, mettant ainsi fin à la Constitution héritée de la transition orchestrée par la dictature du général Pinochet ; de l'autre, le président Evo Morales a été contraint à l'exil (au Mexique) laissant Jeanine Añez assurer une présidence par intérim que certains qualifiaient déjà « d'abus de gouvernement » (notamment par des positions diplomatiques antagonistes avec celles de l'administration précédente).

Ces crises s'inscrivent-elles dans des continuités ou bien résultent-elles de ruptures abruptes ? Au-delà des comparaisons possibles, autant dans les modalités de déclenchement que des traitements des crises par les pouvoirs en place, ce qui frappe, c'est la synchronisation de ces épisodes. Cette simultanéité pose en effet question, car il ne s'agit pas d'un premier épisode de convergence de phénomènes politiques dans le continent écartant l'éventualité d'un concours de circonstances. Dans quelle dynamique plus générale les épisodes

de crises en Amérique latine s'inscrivent-ils ? De quelle(s) réalité(s) sont-ils le miroir ou se font-ils les échos ? Interroger les crises latino-américaines permet aussi de comprendre comment se positionne le continent dans les dynamiques globales. Ainsi, comme l'ont exposé les cas brésilien et péruvien, les crises ne se sont pas cantonnées qu'à l'automne 2019. C'est la décennie tout entière qui a été amplement marquée par des crises touchant un grand nombre de pays de la région. Dix années séparent en effet la crise bolivienne de 2019 du coup d'État hondurien de 2009, qui représente la première rupture de l'ordre démocratique et constitutionnel. Entre ces deux dates, les crises se sont accumulées. Après une deuxième expérience de coup d'État, cette fois-ci au Paraguay en 2012, la déstabilisation politique a ensuite gagné le Venezuela (2014), le Brésil (2014), le Guatemala (2015), à nouveau le Honduras (2017), le Nicaragua (2018), le Chili (2019) et enfin la Bolivie (2019). À partir de février-mars 2020, la crise sanitaire mondiale liée à l'épidémie de Covid-19 a d'une certaine façon mis en pause ce cycle. Mais pour combien de temps ?

Si les causes de ces crises sont multiples et diverses, il est important de les analyser en prenant en compte leur complexité et leur multi-dimensionnalité. Comme l'a souligné Michel Dobry, une crise ne se réduit pas à l'événement, et même à un système de causalité automatique⁶. Ces épisodes invitent donc à explorer les ramifications profondes des déstabilisations politiques des régimes latino-américains, leurs facteurs et composantes, dans la continuité. En effet, en dépit du virage à gauche, des transitions et consolidations démocratiques du continent, certains héritages de l'ère néolibérale et des régimes antérieurs (autoritaires ou dictatoriaux) se sont enracinés. En contrepoint d'analyses qui comprennent le changement politique à travers de grandes ruptures, nous appréhendons l'évolution de l'Amérique latine suivant des changements graduels qui n'excluent pas la persistance, parfois sous d'autres formes, d'éléments du passé.

L'Amérique latine a longtemps été perçue comme un continent en proie à d'incessants soubresauts politiques, économiques et sociaux. Ils en sont progressivement devenus l'une de ses caractéristiques. Cette conception renvoie l'image d'une volonté enracinée de libération, d'indépendance, d'autonomie et d'émancipation qui fait constamment écho à la question des crises. Ainsi s'est construit un lien tacite mais étroit entre les logiques de crise et l'évolution politique du continent latino-américain. Si l'ensemble des contributions académiques et journalistiques traduisent un fidèle inventaire des épisodes

de déstabilisation politique connus par le continent dans son histoire contemporaine, il manque à ce jour un regard réflexif sur cette dernière décennie de crises.

Comprendre les fondements des crises politiques contemporaines

Comme nous l'avons vu, l'étude des crises politiques latino-américaines est piégeuse. Devant cette complexité inhérente à leur nature multidimensionnelle, Michel Dobry met par ailleurs en garde contre trois « illusions » qui contribuent à faire obstacle à leur compréhension⁷ : l'illusion étiologique, l'illusion de l'histoire naturelle, l'illusion héroïque. Arrêtons-nous quelques instants sur ces trois dimensions.

L'illusion étiologique consiste à établir de manière systématique des causalités aux phénomènes observés. Chercher les déterminants, sources historiques, causes ou conditions d'émergence constitue la pratique la plus courante d'une approche réflexive. Pour autant, Dobry met en garde contre le risque de ne rester qu'en surface des déterminants visibles, de ne pas donner toute son importance à la forte hétérogénéité des causes et surtout à leurs interrelations (ce qu'il nomme les « médiations causales »). Prenons un exemple. Au Guatemala, la destitution du président Otto Pérez Molina le 2 septembre 2015 n'apparaîtra probablement au premier regard que comme le produit d'un travail judiciaire résultant lui-même de l'implication du pouvoir dans des affaires de corruption (trafic de marchandises et contournement de droits de douane). Toutefois, cette destitution n'est-elle pas également le prolongement d'un mouvement beaucoup plus profond de la société guatémaltèque qui, face à cette « affaire », renoua pour la première fois depuis la transition démocratique et les Accords de paix de 1996 avec des pratiques de contestation sociale massives ? Ces rassemblements organisés devant le Palais présidentiel où l'on a pu voir apparaître le message « Vous vous êtes trompés de génération ! », à côté des « Otto Pérez Molina en prison ! » et « Destitution ! », disent davantage qu'une réaction mécanique à une affaire judiciaire. Cette crise politique est le produit d'un changement politico-institutionnel d'ampleur car elle réunit un faisceau de causes et conditions qui marquent des bouleversements profonds de la société guatémaltèque. Ainsi l'illusion étiologique consisterait à ne s'arrêter qu'à la décision de la Cour suprême du Guatemala actant la destitution du président de la République ou au vote du Parlement qui lui retira son immunité.

Lutter contre cette illusion implique de ne pas s'arrêter à un politique pris la main dans le sac, quand cet épisode dit énormément de la structure de l'État, de la défiance croissante de la population et des transformations sociales. N'a-t-on pas d'ailleurs parlé lors de l'éclatement de la crise guatémaltèque d'un « printemps guatémaltèque » ?

Deuxième mise en garde de Dobry : la tentation de céder à l'*illusion de l'histoire naturelle* qui consiste à « restituer l'enchaînement temporel particulier de diverses phases ou étapes ». Cette illusion repose sur la croyance en « l'existence de certaines régularités dans la « marche de l'histoire »⁸ ». Tel est l'écueil à éviter ici lorsque nous ferons la comparaison des épisodes de crise entre eux. Essayer de dégager des séquences, des régularités entre les événements peut en effet induire un regard faussement comparatif dans le sens où la mise en ordre des faits n'obéit pas aux mêmes réalités. Dans ce sens, ce constat nous pousse à la vigilance quant à la mise bout à bout de phénomènes pouvant porter des significations différentes. La mise en ordre des épisodes latino-américains récents dans des catégories figées impliquerait de réduire considérablement leurs singularités et leurs portées.

Enfin, dernier écueil à éviter, l'*illusion héroïque* qui consiste à surreprésenter ou survaloriser le rôle d'individus ou groupes d'individus dans certains événements. Il s'agirait par exemple de considérer Nicolás Maduro comme la seule explication de la crise au Venezuela qui s'est sans cesse intensifiée depuis 2014. Si la gestion du pouvoir du président constitue un facteur probable de la crise, il ne faudrait en effet pas exclure le rôle des paramètres économiques, ni reléguer au second plan l'importance des acteurs exogènes. Dès 2013, la politique du baril de pétrole contre services entre les républiques de l'axe bolivarien réunies dans l'ALBA (en échange de médecins cubains par exemple) et les prêts (très) préférentiels à destination de ces mêmes États partenaires commençaient à fragiliser le modèle économique vénézuélien. Imputer toute la responsabilité de la crise vénézuélienne à la seule dérive autoritaire du régime Maduro reviendrait à exclure cette réalité économique ainsi que celle des profondes inégalités sociales et refuser de voir l'extension de la corruption dans le pays (notamment au sein de l'entreprise pétrolière nationale, PDVSA). Les choix stratégiques opérés par Maduro ne doivent pas occulter une imbrication de facteurs qui souligne que la crise vénézuélienne contemporaine est profondément multidimensionnelle, et non la seule expression d'une escalade autoritaire du régime. Une analyse similaire s'applique à la crise au Nicaragua démarrée le 18 avril 2018 sous le

quatrième mandat du président Daniel Ortega. Accorder une centralité aux individus ou groupe d'individus fausse ainsi l'interprétation que l'on peut donner à un ensemble d'épisodes synchronisés. De ce fait, là où certains voient du « dédagisme » en se focalisant sur les variables individuelles, une prise en considération plus large des différents facteurs à l'œuvre permet de dresser des constats plus englobants mettant notamment en évidence la faiblesse des institutions politiques ou l'effondrement démocratique.

Pour ces raisons, et en suivant ces différents avertissements, nous tenterons de rendre compte de la complexité des « faisceaux de causes » ainsi que de leurs imbrications afin de dresser un panorama compréhensif à la fois des conditions d'émergence comme des vecteurs de mise en crise. Dans le cadre temporel fixé (2009-2019), il est nécessaire de porter notre regard autant sur les dimensions institutionnelles que sur les considérations économiques et sociales qui ont contribué à alimenter ces événements. Deux cycles électoraux majeurs se sont développés dans des contextes de défiance, entretenus par la fréquence des réformes constitutionnelles et les scandales de corruption. Ces réalités ne sont toutefois pas étrangères aux contextes socio-économiques des différents pays, certes en évolution constante, mais reproduisant dans un certain nombre de cas d'anciennes structures inégalitaires. Les crises ici étudiées sont fondamentalement à appréhender sur le temps long. Cela permet d'apporter un nouvel éclairage sur l'Amérique latine, dont l'analyse de la fragilité démocratique est trop souvent enchâssée dans le présent.

S'il ne faut pas réduire la démocratie à sa seule expression électorale, sa légitimité, la représentativité et le contrôle du pouvoir sont largement affectées par des facteurs socio-économiques. À quoi bon la démocratie si des militants et activistes sont assassinés, si les droits des individus sont bafoués et si les inégalités se renforcent ? De tels scénarios placent la démocratie dans une sorte d'hypocrisie discursive pour les populations indiennes qui demeurent largement à la marge des sociétés latino-américaines, souffrant de discrimination, d'une faible inclusion quand elles ne font pas l'objet de violences. Il en va de même lorsque des individus engagés pour défendre la qualité environnementale des conditions de vie des citoyens sont tués parce qu'ils viennent défier des intérêts économiques constitués. On trouve là le fondement de l'électrochoc hondurien survenu à l'annonce de l'assassinat le 2 mars 2016 de l'activiste environnementaliste Berta Cáceres qui avait osé s'opposer, entre autres, au projet de barrage hydro-électrique d'Agua Zarca. C'est également la question que se posent

les milliers de Nicaraguayens déplacés de force en raison du projet de canal alternatif au canal de Panama (dit canal chinois du Nicaragua) qui a cependant requis la concession d'une partie du territoire national à un entrepreneur privé chinois pour une durée de 99 ans.

Par conséquent, les crises politiques latino-américaines sont non seulement *multidimensionnelles*, mais elles sont également *enracinées*. Ce constat oblige à reconsidérer les analyses de la transition démocratique et à en évaluer l'impact dans la période contemporaine. En 2011, le sociologue guatémaltèque Edelberto Torres-Rivas écrivait que l'Amérique centrale avait connu des « révolutions sans changements révolutionnaires⁹ ». En fut-il de même pour l'ensemble du continent ?

Observer les crises politiques

Dans cet ouvrage, nous proposons une grille de lecture empruntée à Dobry (2009) qui est inédite par l'application que nous en faisons pour et sur l'Amérique latine. L'ambition est également ici de redonner du sens à un concept largement galvaudé, celui de crise. Alors qu'on se garderait de prendre une crise économique pour une crise financière, il est nécessaire de re-spécifier ce que sont les crises politiques, et ce qu'elles ne sont pas. Cela débute par un retour sur la façon dont on les observe.

On laissera de côté la conception répandue de la crise comme une simple escalade de la contestation, de la violence ou une aggravation de la conflictualité, mais on la considérera plutôt comme une dynamique de transformation. Comme le suggère Dobry, les crises politiques sont le produit de désarticulations de systèmes complexes qui sont amenés à devenir « fluides ». Elles ne sont pas le fruit du hasard ni le produit d'un événement, mais résultent de trois phénomènes : la déssectorisation conjoncturelle de l'espace social, l'incertitude structurelle et la désobjectivation.

La déssectorisation conjoncturelle de l'espace social renvoie à l'idée selon laquelle les secteurs ne fonctionnent plus en vase clos mais qu'à l'inverse, en réponse à une conjoncture critique, les enjeux et acteurs de ces secteurs sont amenés à se décroïsonner à la faveur d'interférences ou occurrences trans-sectorielles. Par ailleurs, les motifs de revendication propres aux différents secteurs perdent leur spécificité et viennent s'articuler à une cause plus générale. Ce « décroïsonnement » des enjeux fait ainsi tomber les logiques internes, les stratégies

et les calculs de chacun des secteurs pour embrasser une dynamique plus englobante où des opportunités de convergences apparaissent.

Le dialogue entre cette grille de lecture et la réalité contemporaine de l'Amérique latine est fécond. Le cas nicaraguayen est emblématique de ces logiques. Alors que le gouvernement de Daniel Ortega entendait réformer l'Institut nicaraguayen de la sécurité sociale (INSS), les mesures prises ont eu pour effet de réunir des secteurs traditionnellement enclavés et pour lesquels on observe un nombre réduit, voire nul, d'interrelations: il s'agit du patronat, des petits commerçants, des étudiants et de l'Église. Alors que la réforme annoncée le 16 avril 2018 prévoyait une augmentation des charges pour les entreprises de 19 à 22,5 % et une réduction de 5 % des pensions de retraite, certains acteurs ont appelé à ne pas s'acquitter des impôts, à fermer les commerces et à bloquer les principaux axes routiers, autant d'actions qui ne s'inscrivaient pas dans les ressources traditionnelles du secteur des entreprises privées mais qui, dans cette conjoncture, ont été rendues possibles par une montée en généralité des revendications. La contestation est ainsi passée d'un rejet d'une réforme en matière de politique sociale à un rejet de la présidence Ortega, accusé de népotisme et d'autoritarisme. De même, en Bolivie, des acteurs appartenant à des secteurs traditionnellement peu engagés se sont unis pour dénoncer des soupçons de fraude électorale et de manipulation répétées des règles constitutionnelles. Alors qu'il s'agissait d'un enjeu éminemment politique face auquel on aurait pu attendre une mobilisation des partis politiques d'opposition, des soutiens traditionnels d'Evo Morales eux-mêmes, notamment des organisations indigènes, ont dénoncé la gestion environnementale du gouvernement. Toutefois, les intérêts propres de leur secteur ne se sont pas retrouvés dans la contestation, le motif essentiel de la protestation s'articulant autour de la question de savoir si Evo Morales devait alors rester au pouvoir ou non.

L'incertitude structurelle correspond, quant à elle, à un « effacement, un brouillage des indices et repères », lesquels structurent normalement les modes d'action. À l'issue des élections boliviennes du 20 octobre 2019, les positionnements des acteurs étaient pour le moins incertains, car le contexte était parfaitement inédit. En effet, le sort du président en exercice – et potentiellement réélu – et celui de la société bolivienne tout entière se retrouvèrent dans une incertitude dite « structurelle » dans laquelle « ce qui comptait » n'était plus si évident. L'enjeu était-il le nombre de voix exprimées ? Était-ce la question des irrégularités techniques et de leurs origines ? Étaient-ce

les doutes formulés par l'OEA face au processus électoral? Était-ce enfin la recherche d'une légitimité pour le président élu dans le but de préserver la démocratie bolivienne? D'ailleurs, était-il encore possible de restaurer ou de préserver ce qu'il restait de la légitimité du pouvoir présidentiel? Un recomptage des bulletins et l'obtention des votes exprimés suffiraient-ils à balayer les soupçons d'une manipulation de l'élection? Les repères avaient bel et bien disparu au lendemain de l'élection du 20 octobre 2019. Si l'enjeu n'était alors plus la victoire ou la défaite électorale, quel était-il? La réponse était encore une fois bien incertaine. C'est bien cette dynamique qui participe à un « effondrement des définitions routinières¹⁰ ». Sans la capacité de déterminer la nature de l'événement ou de la dynamique en cours, comment qualifier leurs effets émergents? N'est-ce pas là le sens du débat difficilement soluble qui a agité l'opinion publique internationale quant à savoir si les « suggestions » (*sugerencias*) du général W. Kaliman, chef d'État-major des armées, au président Morales de quitter le pouvoir (suivi par un exil du président au Mexique) correspondaient ou non à un coup d'État?

De cette incertitude découle une « désobjectivation des rapports sectoriels », les interrelations se fondant alors sur de nouvelles réalités, de nouvelles positions et intérêts et suivant de nouvelles stratégies. Le brouillage des indices et repères, la mobilité des enjeux et l'évasion des calculs propres aux secteurs composant le système conduisent à une reconstruction de ces positionnements, des intérêts, des ressources et des acteurs. Suivant ces dynamiques, nous avons sélectionné dix cas de crises politiques survenues dans la région entre 2009 et 2019 (tableau page suivante).

Les crises politiques latino-américaines analysées dans cet ouvrage

	Date	Dérapiage	Caractéristiques	Effets émergents
Honduras	2009	28 juin : coup d'État	Utilisation des forces armées pour expulser le président en exercice	Intérim et élections présidentielles (2010)
Paraguay	2012	15 juin : massacre de Curuguaty	Mobilisation dans l'opinion publique à la suite du massacre du 15 juin et ouverture d'une procédure de destitution le 21 juin	Intérim et élections présidentielles (2013)
Venezuela	2014	Premières répressions des manifestations	En février 2014, les premières manifestations contre le gouvernement sont violemment réprimées.	Statu quo
	2015	Non-reconnaissance de l'Assemblée nationale	En 2015, la victoire de l'opposition aux élections législatives n'est pas reconnue par Maduro.	
	2018	Non-reconnaissance de l'élection frauduleuse de Maduro en mai 2018	Élections du 20 mai 2018 (condamnée internationalement) et vacance légale du pouvoir suivie de l'autoproclamation, le 23 janvier 2019, par Juan Guaidó. Deux exécutifs s'installent dans la durée.	
Brésil	2014	Ouverture de l'enquête Petrobras	Dérapiage diffus, de l'ouverture de l'enquête Petrobras en mars 2014 à l'ouverture par la chambre des députés d'une procédure de destitution contre Dilma Rousseff le 17 avril 2016	Intérim et élections présidentielles (2017)
Guatemala	2015	Accusation de la vice-présidente (Baldetti) dans l'affaire <i>La Línea</i>	Dérapiage diffus, de la mise en accusation de la vice-présidente (25 avril) à l'incarcération du président de la République (3 septembre)	Intérim et élections présidentielles (2015)

Introduction

	Date	Dérageage	Caractéristiques	Effets émergents
Honduras	2017	Irrégularités électorales	Contestation des résultats par l'opposition (Salvador Nasralla) le 28 novembre	Validation du scrutin par les institutions électorales
Nicaragua	2018	18 avril: réforme de l'INSS	Mobilisations massives avec répression brutale par la police	Statu quo
Pérou	2018	Diffusion des Kenji, vidéos attestant les tentatives de subornation de membres du Congrès	Publication des vidéos montrant l'achat de vote à des députés pour éviter une seconde tentative de destitution, poussant à la démission du président Pedro Pablo Kuczynski	Intérim, dissolution du Congrès et convocation à élections présidentielles (avril 2021)
Chili	2019	18 octobre: manifestations	Le 18 octobre, les manifestations virent à l'émeute, des centres commerciaux sont vandalisés, à la suite de l'annonce de l'augmentation des prix du métro et des premiers affrontements lors de manifestations étudiantes entre le 14 et le 18 octobre.	Retrait de réforme, changements ministériels et annonce d'un processus constituant
Bolivie	2019	20 octobre: irrégularité électorale	Dérageage le lendemain des élections 21 octobre jusqu'à l'annonce des élections initialement prévues pour le 3 mai 2020 (entre-temps, exil de Morales, abus de gouvernement de Añez)	Intérim et convocation élections présidentielles (6 septembre 2020 repoussées en raison de la crise sanitaire liée à la Covid-19 au 18 octobre 2020.)

À travers l'analyse des crises politiques latino-américaines survenues dans la période 2009-2019, cet ouvrage entend donc revenir sur l'actualité politique contemporaine du continent pour offrir une réflexion sur l'évolution de ses démocraties. Ce panorama passera par une réflexion générale sur la relation étroite qui lie le concept de crise politique à l'Amérique latine. À travers la considération des mythes, des polysémies et des énigmes liés à la synchronie des crises (chapitre 1), nous poserons les jalons d'une réflexion multidimensionnelle. Les facteurs exogènes en sont des éléments centraux dans la mesure où ils ont occupé une place prépondérante dans la pensée des crises dans l'histoire du continent. L'influence des acteurs extérieurs (chapitre 2), analysée à la lumière des dynamiques de recomposition de l'ordre international en ce début de *xxi*^e siècle, permettra d'isoler un certain nombre de facteurs ayant contribué à précipiter ou à alimenter les crises politiques. Parallèlement à ces logiques exogènes, deux perspectives endogènes feront l'objet d'une exploration détaillée.

Dans une deuxième partie consacrée aux institutions politiques et à leurs faiblesses, nous analyserons successivement les dysfonctionnements de la démocratie électorale (chapitre 3), la fragilisation des pactes démocratiques latino-américains (chapitre 4) ainsi que l'omniprésence de la corruption (chapitre 5).

Dans une troisième partie, nous révélerons les fractures sociales enracinées, en dressant un bilan en demi-teinte de la décennie 2009-2019 en matière de développement (chapitre 6), puis en mettant à jour la dénonciation de la variété des formes de domination. Le rejet des privilèges, du patriarcat et de la domination culturelle a, en effet, constitué une matrice commune des crises politiques latino-américaines contemporaines (chapitre 7).

En dernier lieu, ces crises ont été largement observées et médiatisées à l'échelle internationale. Ces échos internationaux ont été autant le produit de réalités propres au continent, notamment les dynamiques d'émergence de certains États (chapitre 8), que des conséquences immédiates sur l'entourage des États affectés, essentiellement à travers les flux migratoires (chapitre 9) ou encore l'imbroglio des réponses internationales, en particulier des organisations internationales (chapitre 10).

Après dix années de crises politiques, l'Amérique latine semble se retrouver à nouveau aujourd'hui à un « carrefour démocratique ». Cette exploration comparative invite à en dessiner les principaux contours.

PREMIÈRE PARTIE

PENSER LES CRISES POLITIQUES LATINO-AMÉRICAINES CONTEMPORAINES: ENJEUX ET DÉFIS

Les événements de l'automne 2019 sont venus renouveler les réflexions sur les crises en Amérique latine. Pléthorique depuis le début du xx^e siècle, leur pensée contemporaine mérite toutefois d'être adaptée, si ce n'est renouvelée.

Plusieurs explications président à cet impératif. D'une part, l'expansion rapide d'un « discours de crise », généraliste et englobant, a contribué à fausser la compréhension de leurs singularités et parfois à masquer certaines de leurs réalités. Pour cette raison, nous nous attacherons à mettre en avant le fait que les crises sont étroitement liées à la construction d'un mythe latino-américain existant autour de la « turbulence politique », mais également à en présenter les polysémies et les rythmes.

D'autre part, cette pensée des crises a été fortement marquée par la présence, directe ou indirecte, d'acteurs extérieurs. La récurrence des interventions de puissances étrangères et l'existence de schémas de dépendance (politique et/ou économique) ont contribué à orienter la réflexion sur les crises et plus largement le changement politique autour de l'influence des acteurs extérieurs. Si l'on ne peut occulter cette influence au cours du xx^e siècle, on observe néanmoins que

ses manifestations sont différentes en ce début de ^{xxi} siècle, autant concernant l'identité des acteurs en présence que les modalités de leur influence.

Les deux temps de cette réflexion initiale permettront de dresser un panorama nuancé de l'observation des crises politiques contemporaines en Amérique latine.

L'obsession des crises

Mythe, polysémies et synchronie

L'Amérique latine est confrontée à un « malheur », celui d'être secouée par d'innombrables turbulences qui, comme Sisyphe, l'obligent à pousser sans fin son rocher¹. En 2010, Alain Rouquié écrivait en exergue de son ouvrage *À l'ombre des dictatures* « essayer encore, rater encore, rater mieux² », dessinant ainsi un parcours latino-américain jalonné d'innombrables coups d'arrêt. Les idées de progrès et de développement sont ainsi marquées par cette logique de l'intermittence. Telles des éclipses fugaces, les brèves périodes de stabilité et de croissance économique semblent condamnées à laisser place à des périodes plus sombres, d'instabilité et/ou de violences.

Cette omniprésence est par ailleurs largement alimentée par ce que l'on peut appeler « l'énigme des synchronisations ». Depuis les indépendances obtenues au début du XIX^e siècle, de nombreuses dynamiques de changements politiques (et économiques) se sont déclinées de manière collective et synchronisée. On entend par là que les changements politiques en Amérique latine sont survenus par « vagues » ou de manière « simultanée » sous l'effet de différents facteurs.

Ces synchronisations historiques ont fait l'objet de nombreux débats et réflexions qui furent renouvelés à l'occasion des événements de l'automne 2019. La couverture médiatique qui en a été faite a contribué à ériger le « discours de crise » en une véritable obsession, légitimée d'une certaine façon par l'héritage d'une évolution politique continentale troublée.

Ce discours mérite cependant d'être déconstruit. Au-delà des crises elles-mêmes, comprendre leurs éventuelles interrelations à travers l'examen de leurs racines profondes et de la diversité de leurs manifestations permet de mieux appréhender les dynamiques d'interdépendances au sein du continent (homogénéité ou hétérogénéité),

mais également sa place dans les équilibres internationaux (confluence ou découplage) ainsi que son degré de vulnérabilité (dépendance ou autonomie).

Entre révolution(s) et turbulences politiques : le mythe latino-américain

De manière récurrente, l'Amérique latine est présentée comme un continent en constante ébullition, comme un « volcan » au bord de l'éruption. Cette image demeure néanmoins un mythe alimenté de longue date, et révèle une réalité paradoxale du continent. Paradoxale, car l'Amérique latine est une singularité globale, en étant devenue le continent dit de la « paix longue³ ». À ce jour, il s'agit en effet de la seule région de la planète à n'avoir plus connu depuis 1935 – et la fin de la Guerre du Chaco ayant opposé le Paraguay à la Bolivie (et ayant fait plus de 100 000 morts) – de conflits armés entre nations du continent. Cohabiteraient ainsi deux réalités : d'un côté une stabilité des relations interétatiques, de l'autre la récurrence de crises politiques intérieures.

En dépit de ce paradoxe, il faut souligner le rôle prégnant d'un imaginaire collectif qui tend à associer l'Amérique latine au mythe révolutionnaire. Cette association a des racines lointaines qui remontent aux processus d'indépendance du début du XIX^e siècle jusqu'à la révolution cubaine de 1959. Comme le soulignait d'ailleurs François-Xavier Guerra à l'occasion du bicentenaire de la Révolution française, « les origines révolutionnaires des principes politiques modernes dans les pays latino-américains ont fait l'objet d'une réaffirmation rhétorique constante, bien que souvent fantasmée⁴ ».

Pour autant, cet imaginaire a été édulcoré par quelques grands acteurs qui ont nourri une version romantisée et fantasmée de la réalité continentale. Les figures charismatiques qui ont incarné les luttes libératrices ont contribué à alimenter cette construction du mythe d'une Amérique latine rebelle. Parmi elles, mentionnons entre autres Simón Bolívar (1783-1830), Francisco Morazán (1792-1842), Antonio José de Sucre (1795-1830), Bernardo O'Higgins (1778-1842), José de San Martín (1778-1850) et Bernardo de Monteagudo (1789-1825)⁵.

Dans la période plus récente, les figures de Che Guevara ou de Fidel Castro – bien que contestées – ont, à leur tour, contribué à faire vibrer cet imaginaire en portant le message de l'émancipation latino-américaine et d'un combat anti-capitaliste et internationaliste. Cette mythification a amplement été confirmée à l'occasion

du 50^e anniversaire de la mort du Che en Bolivie (9 octobre 1967), l'image posthume dépassant de loin la réalité. Au-delà de leur combat émancipateur, Guevara et Castro ont par ailleurs été érigés en mythe mobilisateur, en Amérique latine et au-delà, nourrissant idéaux, vocations et carrières politiques et/ou militantes.

Dans un autre registre, des figures plus « sombres », telles que Pablo Escobar en Colombie, Manuel Noriega au Panamá ou aujourd'hui El Chapo Guzmán au Mexique, sont venues à leur façon entretenir le mythe révolutionnaire, en le teintant d'une dimension illicite et violente venant déstabiliser la marche normale des systèmes étatiques. Cet imaginaire a néanmoins constitué un « horizon de sens » au sein duquel on a pu voir se multiplier les qualificatifs censés rendre compte d'une caractéristique propre, bien que fantasmée, de l'Amérique latine. Sans pouvoir ici explorer toute l'épaisseur historique de la construction de ce mythe, revenons ici sur sa déclinaison contemporaine.

Depuis 2009, les crises politiques latino-américaines ont tantôt été interprétées sous l'angle de l'opposition, de la résistance ou de la lutte, tantôt considérées comme « foyers » de la turbulence politique, sociale, économique et environnementale. La multiplication de ces discours a contribué à considérer l'Amérique latine comme une matrice unique, lissant ainsi les singularités nationales, idéologisant – souvent – des dynamiques aux origines pourtant hétérogènes, parfois même contradictoires, brouillant le sens des crises elles-mêmes et risquant de faire de l'instabilité politique une caractéristique propre, une identité du continent (*essentialisation*).

C'est pour cette raison que nous souhaitons donner ici une signification précise à la notion de « crise politique », afin de dépasser les fascinations, idées reçues et imaginaires tronqués d'une réalité par nature complexe et fortement hétérogène : celle d'une modernité latino-américaine paradoxale qui réunit croissance économique et pauvreté, crise économique et richesses, engagement et désespoir, participation et défiance.

De quelle(s) crise(s) parle-t-on ?

Comment repérer une crise politique ? Qu'ont à voir les *cacerolazos* (protestations réalisées avec des casseroles) du 21 novembre 2019 de la Plaza de Bolívar au centre de Bogotá (Colombie) dirigées contre les réformes du président Iván Duque (travail, retraites) et l'ouverture par la Chambre des députés de la procédure d'*impeachment* contre